

Le Partenariat transpacifique et l'industrie laitière au Canada



Note d'information

Unifor et l'industrie laitière

Unifor représente plus de 10 000 travailleuses et travailleurs dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada, y compris des milliers dans le secteur laitier. Les membres d'Unifor travaillent pour certaines des plus grandes entreprises de transformation laitière au Canada, dont Nestlé, Parmalat, Saputo et d'autres.

Le problème avec le PTP

Le PTP a été négocié à huis clos sans aucune analyse de ses répercussions sur l'économie du Canada ni participation sérieuse du public. Des études récentes prédisent que le PTP aura des incidences négatives sur l'économie du Canada. Même dans le meilleur des cas, le PTP aura peu ou aucun impact. D'une façon ou d'une autre, les risques posés aux politiques publiques et aux prises de décision au Canada semblent réels et soulèvent de sérieuses préoccupations chez les Canadiennes et Canadiens à plusieurs égards. Par exemple :

- L'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) accordera des droits extraordinaires et extrajudiciaires aux sociétés privées leur permettant d'intenter une poursuite contre les gouvernements au sujet de décisions en matière de politiques publiques;
- À moins d'être explicitement exclue de l'accord, l'approche de la « liste négative », qui ouvre les marchés aux investisseurs étrangers et à tous les fournisseurs de services, fait la promotion d'une déréglementation permanente et limite le processus décisionnel gouvernemental à long terme;
- Des réformes sur les brevets et de nouvelles règles en matière de politique numérique mettent en danger autant le prix des médicaments au Canada que la confidentialité des données.

L'impact du PTP sur l'industrie laitière au Canada

L'industrie de la transformation laitière au Canada est un chef de file mondial tant sur le plan de la sécurité des produits que des normes de qualité. En 2014, plus de 17 milliards de dollars de lait de consommation, de fromage et d'autres produits ont été expédiés au Canada et à d'autres régions du monde (bien que l'essentiel de la production laitière est destiné à la consommation nationale), provenant de près de 450 installations de transformation. L'industrie emploie près de 45 000 fermiers et travailleuses et travailleurs d'usine. Elle est la troisième plus grande composante de l'industrie agricole au Canada¹.

Le secteur laitier fonctionne à partir d'un système de gestion de l'offre, utilisé pour gérer les niveaux de production, établir les prix et contrôler les flux d'importation. En dépit de préoccupations initiales, le PTP n'a pas donné lieu au démantèlement systématique du système de gestion de l'offre au Canada. Toutefois, l'accord définitif comprend des concessions importantes aux limites d'importation pour tous les produits laitiers (échelonnées à l'intérieur de différentes périodes de temps).

L'Association des producteurs laitiers du Canada² estime que jusqu'à 3,97 % de la production nationale sera déplacée en raison des nouveaux quotas d'importation (sans inclure le résultat de la pénétration des importations dans le cadre de l'AECG

Unifor exhorte les députés fédéraux à ne pas ratifier l'accord du Partenariat transpacifique. L'approche du Canada à l'égard du commerce mondial et des investissements doit servir à améliorer notre développement social et économique collectif, et être guidé par des principes progressistes de commerce équitable.

entre le Canada et l'Union européenne, s'il est ratifié), ce qui représente une perte de revenus annuels pouvant aller jusqu'à 250 millions de dollars pour l'industrie. Nous pouvons anticiper qu'à long terme une hausse importante des produits laitiers transformés délocalisera davantage les emplois de production au Canada.

D'autres préoccupations ont été soulevées au sujet de l'application de normes et réglementations de santé, de sécurité et phytosanitaires. Contrairement à d'autres pays membres du PTP (y compris les États-Unis), le Canada interdit l'administration d'hormones rBST aux vaches laitières. Et bien que des rapports³ suggèrent que les normes de sécurité alimentaire au Canada ne changeront pas aux termes du PTP, ces mêmes règles ne s'appliqueront pas aux importations de produits laitiers, en dépit de l'interdiction de Santé Canada.

Protéger l'industrie de la transformation laitière au Canada

Le PTP est un mauvais accord pour les Canadiennes et Canadiens, y compris pour les travailleuses et travailleurs de l'industrie laitière. Unifor estime que :

1. Les pertes de revenus annuels de l'industrie seront irréversibles en dépit des possibilités d'exportations présumées pour les produits laitiers canadiens; les pertes d'emploi dans l'industrie laitière sont imminentes;
2. Les normes canadiennes phytosanitaires et de santé doivent s'appliquer à tous les produits laitiers vendus au Canada, qu'ils soient produits ici ou ailleurs; il ne peut y avoir une double norme pour les produits laitiers importés, et les Canadiennes et Canadiens doivent avoir l'assurance que les normes actuelles seront maintenues.

Le traité du Partenariat transpacifique présente des **défauts fondamentaux** et représente une **occasion ratée** pour le Canada de faciliter le commerce mondial équitable, éthique et à l'avantage de tous. Unifor exhorte le gouvernement fédéral de ne pas ratifier le PTP.

¹ Aperçu de l'industrie laitière canadienne, produit par Agriculture et Agroalimentaire Canada:

http://www.dairyinfo.gc.ca/pdf/At_a_glance_f_2014.pdf

² Présentation de l'Association des producteurs laitiers du Canada au Comité permanent du commerce international, 25 février 2016: <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=42&Ses=1&DocId=8126607&Language=F>

³ Reportage sur CBC (23 octobre 2015); le PTP permettrait la vente de lait au Canada provenant de vaches traitées aux hormones: <http://www.cbc.ca/news/politics/trans-pacific-partnership-milk-imports-hormones-1.3276739>